



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

Numéro 142 - Mai 2009

NOTRE OPINION

- [Essai en champ d'arbres génétiquement modifiés : la contribution du gouvernement de la Belgique à la Journée internationale de la diversité biologique](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

- [La forêt cambodgienne de Prey Long est « l'équivalent de la vie même » pour la population locale](#)
- [Equateur : empowerment des femmes dans les conflits contre l'aquaculture de crevettes](#)
- [Gabon : Marc ONA ESSANGUI, Prix Goldman pour l'Environnement 2009](#)
- [Pérou : les peuples amazoniens, bastions de la résistance](#)
- [Forte opposition au projet du WWF de certifier l'aquaculture industrielle non durable](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

- [Australie : le mouvement écologiste escamote les problèmes que posent les plantations](#)
- [Cambodge : les indigènes contre l'empire des plantations d'hévéas](#)
- [Chili : l'opposition au subventionnement de l'expansion de la monoculture d'arbres](#)
- [Chine : les plantations d'eucalyptus finnoises sèment la discorde](#)
- [Costa Rica : l'État augmente les subsides aux plantations en régime de monoculture](#)
- [Guatemala : l'impact écologique et social des plantations de palmier à huile](#)
- [Nouvelle vidéo en ligne sur les plantations d'arbres en Afrique australe](#)

NOTRE OPINION

– Essai en champ d'arbres génétiquement modifiés : la contribution du gouvernement de la Belgique à la Journée internationale de la diversité biologique

Le 6 mai dernier, la ministre flamande de la Science et l'Innovation, Patricia Ceysens, a planté un arbre. Bien entendu, cela n'a rien d'étrange en soi. Ce qui était inhabituel dans cette cérémonie « verte » était qu'il s'agissait d'un arbre peu courant. En fait, il s'agissait du premier peuplier génétiquement modifié d'un essai en champ de l'Institut flamand de la biotechnologie (VIB). Cent dix-neuf autres seront plantés au même endroit dans les prochains jours.

Du moment que le VIB est financé par le gouvernement flamand, la présence de la ministre n'a surpris personne, mais sa participation active à cette plantation en particulier peut être considérée comme une déclaration politique contre les fonctionnaires gouvernementaux qui se sont opposés à cet essai en champ, contre des organisations telles que Nature & Progrès Belgique et Greenpeace Belgique, et

contre la majorité des Belges qui avaient donné des avis négatifs à ce sujet (l'une des raisons pour lesquelles les deux ministres fédéraux s'étaient opposés au départ à cet essai en champ était que « La consultation publique est largement négative »).

Pourquoi le VIB a-t-il reçu maintenant un tel soutien politique ? Quelle est l'importance de cet essai en champ ? Quel est l'objectif de cette recherche ?

Pour répondre à ces questions il faut d'abord expliquer que les peupliers en question ont été manipulés pour que leur bois contienne 20 % de lignine en moins et 17 % de cellulose en plus. Quand on sait que la lignine est le matériel qui fait tenir ensemble les fibres de cellulose et qui donne aux arbres leur force, cette modification ne semble avoir aucun sens du point de vue biologique.

Néanmoins, elle est tout à fait raisonnable du point de vue des profits des entreprises, et c'est justement pour cela qu'on fait cet essai : pour les profits futurs. En plus de l'industrie biotechnologique dont le VIB fait partie, le but de l'essai est d'avantager les industries papetière et énergétique.

En ce qui concerne la première, si le bois contient plus de cellulose et moins de lignine la matière première sera meilleur marché. D'abord, parce que la même quantité de bois contiendra 17 % de cellulose en plus ; or, la cellulose est ce qu'on utilise pour fabriquer la pâte à papier. Ensuite, parce que si le bois contient 20 % de lignine en moins le processus de blanchissage sera moins cher ; en effet, la lignine provoque le jaunissement du papier et il faut donc en enlever toute trace. Moins de lignine veut dire moins de frais de blanchissage.

Quant à l'industrie énergétique, elle semble être encore plus avantagée par cette expérience. Ce n'est pas par hasard que le VIB a reçu 1,6 millions de dollars du projet nord-américain Global Climate and Energy, géré par l'université de Stanford, pour poursuivre les recherches. L'objectif principal de ces arbres est de servir de matière première à la fabrication d'éthanol, à partir de la cellulose que contient le bois. Là encore, ce qui compte c'est la teneur en cellulose : si la quantité de cellulose augmente, l'éthanol devient moins cher. Selon les médias belges, ces arbres vont produire 50 % d'éthanol en plus que les peupliers normaux.

Bien entendu, le VIB et le Conseil de biosécurité de la Belgique vont promettre que l'essai sera isolé et que le pollen ne va pas contaminer les peupliers indigènes des environs. Et ce sera probablement vrai. Pourtant, il ne faut pas oublier que cet essai n'est pas tout simplement un exercice scientifique mais le premier pas vers un objectif évident : la plantation commerciale, en Belgique et ailleurs, de peupliers GM pour la production industrielle d'éthanol cellulosique et de pâte à papier. Or, cela provoquerait un désastre écologique.

Le peuplier est un arbre qui pousse partout et surtout en Europe, où il est souvent planté à des fins commerciales. Il a la particularité de s'hybrider très facilement. Cela veut dire que le pollen d'une espèce peut fertiliser les fleurs d'une autre espèce, produisant des arbres hybrides qui ont les caractéristiques des deux. Il s'agit d'un fait très connu, et les forestiers l'ont utilisé pour obtenir beaucoup d'hybrides différents, en croisant même des peupliers européens et américains. Si les peupliers GM étaient

cultivés dans des plantations commerciales, la contamination par leur pollen serait inévitable. Le bois des descendants des peupliers contaminés contiendrait beaucoup moins de lignine que les espèces naturelles originelles. Pour cette raison, ces arbres seraient facilement détruits par les tempêtes et seraient vulnérables aux attaques des ravageurs. Ainsi, des écosystèmes forestiers entiers en subiraient les effets.

Pour aggraver encore les choses, de vastes étendues de terres affectées à la production d'aliments seraient envahies, dans le Nord comme dans le Sud, par les plantations industrielles de peupliers GM, afin d'alimenter l'industrie de l'éthanol cellulosique ou l'industrie papetière, ou les deux.

Bref, la ministre Ceysens n'a pas tout simplement planté un arbre. Sous le couvert de « la science et l'innovation », elle a planté une des menaces les plus graves que la diversité biologique ait jamais subies. Elle a planté un symbole de la mainmise des grandes entreprises sur la nature et la graine d'une catastrophe écologique. Elle a dû recevoir une salve d'applaudissements, bien mérités sans doute, des autorités du VIB et de leurs partenaires commerciaux.

Il faudrait rappeler au gouvernement de la Belgique ses engagements en tant que partie à la Convention des Nations unies sur la diversité biologique qui, ce 22 mai, célèbre la Journée internationale de la diversité biologique. Le thème n'est autre que « Les espèces exotiques envahissantes ». La plantation de peupliers GM est une gifle autant pour les objectifs de la convention que pour le thème de cette année car, qu'y a-t-il de plus exotique qu'un peuplier GM, de plus envahissant, de plus destructeur de la diversité biologique ?

Pour en savoir plus : <http://www.wrm.org.uy/subjects/GMTrees/Belgium.html>,
<http://www.wrm.org.uy/subjects/biotechnology.html>.

index

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

– La forêt cambodgienne de Prey Long est « l'équivalent de la vie même » pour la population locale

Prey Long est la forêt de plaine d'arbres à feuilles persistantes la plus large qui reste intacte dans le Sud-Est asiatique. Située dans le Nord du Cambodge, elle couvre une étendue d'environ 3 600 kilomètres carrés. Son nom, Prey Long, signifie « notre forêt » dans la langue des indigènes *kuy* qui l'habitent. Elle est parcourue par des éléphants, des tigres, des ours, des gours et des banteng. On y entend le cri du gibbon à coiffe. Des calaos, des vipères, des cochons sauvages et des crocodiles rares, des tortues, des loutres et des crapauds vivent dans cette forêt. Des arbres de la famille des diptérocarpacées se dressent au-dessus du couvert forestier ; certains atteignent 45 mètres de haut.

Or, Prey Long est en danger. Il est prévu d'y faire des plantations et d'y construire des dizaines de mines, de barrages, de lignes électriques et de routes. La coupe illégale a déjà démarré. Si ces plans prospèrent, Prey Long deviendra une zone industrielle.

Les moyens d'existence de près de 700 000 personnes majoritairement indigènes qui vivent dans la forêt et autour d'elle sont en péril.

Un documentaire en vidéo qui va bientôt sortir, « Une forêt, un avenir » de Ben et Jocelyn Pederick, présente des interviews à des habitants de Prey Long. « Les Kuy ont été les gardiens de cette terre depuis le temps de nos ancêtres », dit Serey Thae. La vidéo montre comment les gens utilisent et protègent la forêt. « Tous les grands arbres ont des esprits qui leur appartiennent. Personne ne coupe ces arbres », dit Srey Hong ; « s'ils le font, ils mourront ».

Le danger que court la forêt de Prey Long fait partie de la troisième étape du bradage des terres, des forêts et des ressources du pays entrepris par le gouvernement. Première étape : les concessions forestières. Dans les 1990, le gouvernement du Cambodge a cédé à des entreprises forestières de grandes étendues de forêts. En résultat, les forêts ont été dévastées. Depuis 2002, les concessions forestières sont suspendues.

Deuxième étape : les concessions économiques de terres. Bien de ces concessions incluaient des forêts que les entreprises ont éliminées. La Turning Rubber Plantation, au sud de Prey Long, en est un exemple. En 2007, Global Witness a publié un rapport qui montrait que cette plantation avait été le point de départ de l'abattage clandestin à grande échelle pratiqué à Prey Long par la compagnie Seng Keang, qui a des liens étroits avec le gouvernement.

Troisième étape : les concessions d'exploitation, d'utilisation et de développement. Ces concessions ne figurant pas dans la législation foncière cambodgienne, rien n'empêche le gouvernement de les céder à des entreprises minières qui occupent souvent des centaines de kilomètres carrés. Dans certains cas, il n'existe aucun permis d'exploration ni d'exploitation pour la zone de la concession. Global Witness a découvert que des millions de dollars payés pour plusieurs concessions avaient tout simplement disparu.

Sur les nombreuses concessions minières situées à Prey Long et autour d'elle, la plus grande appartient à Kenertec, une société sud-coréenne qui se décrit comme « le leader de l'industrie énergétique écologique du 21^e siècle ». En 2008, Kenertec a pris le contrôle de 85 % d'une mine de fer du district de Rovieng, sur la frontière nord de la forêt de Prey Long. La mine appartenait auparavant à une entreprise étatique chinoise (China National Machinery & Equipment Import & Export Corporation), à Pheapimex, l'une des compagnies cambodgiennes les plus puissantes, responsable de vastes projets extrêmement destructeurs d'exploitation forestière et de plantation dans les forêts du Cambodge, et à la Rattanak Stone Cambodia Development Company qui est contrôlée par le commandant en chef de l'armée cambodgienne, Pol Saroeun. Le site de la mine est protégé par des soldats embauchés par Kenertec.

Kenertec a aussi des permis d'exploration pour huit autres sites au Cambodge, dont la superficie totale est de 1 520 kilomètres d'après l'entreprise. Kenertec prévoit d'extraire du cuivre, du plomb, du zinc, du fer, du manganèse, de la silice et des pierres précieuses. La concession est au nord de Prey Long et empiète sur une

grande partie de la forêt.

Kenertec a en outre 60 000 hectares de concessions économiques dans ce qu'elle appelle « des terres couvertes de broussailles ». Elle prévoit d'y planter des hévéas, du manioc et des jatrophes. Il y aura aussi une usine électrique fonctionnant à la biomasse. Cette concession est six fois plus grande que le maximum permis par la loi cambodgienne.

« Les nôtres sont inquiets », a dit Ru Lark, un habitant de Stung Treng, aux auteurs de la vidéo, Ben et Jocelyn Pederick. « Combien d'années de vie reste-t-il à la forêt ? Combien de temps pourra-t-elle survivre ? » Serey Thae mène l'équipe de tournage dans la forêt. « Voici les preuves », dit-il. « On a coupé des arbres qui avaient parfois 130 cm de diamètre. Et ensuite on les a brûlés. De la montagne à la plaine, les arbres ont été abattus. »

Le docteur Andrew McDonald, de l'Université du Texas, qui étudie depuis 15 ans les forêts tropicales du Sud-Est de l'Asie, est extrêmement inquiet à propos de Prey Long. Dans un article publié dans le Phnom Penh Post l'année dernière, il signale qu'il existe une seule publication scientifique détaillée sur la forêt tropicale de plaine du Cambodge. L'étude a porté sur une forêt proche de Sihanoukville, dans le Sud du pays. Aujourd'hui, cette forêt n'existe plus ; elle a été remplacée par une plantation d'acacias.

Prey Long, la forêt tropicale de plaine la plus importante qui reste dans le Sud-Est asiatique, pourrait subir le même sort.

En 2008, Global Witness a interviewé un employé de Kenertec qui a parlé du potentiel du Cambodge en tant que lieu d'investissement. « Je vois de l'argent partout », a-t-il dit. « Dans les arbres, dans la terre, partout ! ». Le contraste avec ce que voient les villageois dans la forêt ne pourrait pas être plus frappant. « Tout ce qu'il nous faut provient de la forêt », explique En Nam, un habitant de la province de Kampong Thom. « On ne peut pas mettre un prix à la forêt. Elle vaut autant que la vie même ».

Chris Lang, <http://chrislang.org>

index

- Equateur : empowerment des femmes dans les conflits contre l'aquaculture de crevettes

A Muisne, sur la côte nord-ouest de l'Equateur, les populations locales ont développé un mode de vie adapté à l'écosystème des mangroves, basé sur la pêche et la collecte des mollusques et des crabes. Cependant, leurs moyens de subsistance sont menacés depuis les années 80, lorsque l'aquaculture de crevettes s'est développée dans cette région (WRM Bulletin N° 51, Octobre 2001).

Jusque dans les années 1960, les mangroves étaient considérées comme des marécages inutiles et sans valeur par le gouvernement qui laissait les populations locales exercer leurs activités coutumières dans les mangroves, telles que la chasse,

la pêche et la récolte de plantes sauvages pour l'alimentation, la pharmacopée et la construction. Les mangroves étaient et sont encore des terrains publics appartenant à l'Etat et sont gérées de manière communautaire au niveau local. Dans ce contexte, la destruction des mangroves par l'industrie de la crevette et la privatisation des espaces se sont faites de manière illégale. Les terres ont été accaparées par les éleveurs de crevettes (*camaroneros*) pour leurs profits privés et le gouvernement a parfois octroyé des concessions sur la base de rapports fallacieux (WRM Bulletin N° 14, August 1998; N° 21, March-Juin 1999; N° 36, July 2000).

En conséquence, depuis 1989, les populations se sont organisées contre la destruction et la privatisation des mangroves et ont réclamé la reconnaissance de leurs droits d'usage historiques sur cet écosystème. Un premier groupe s'est constitué à Muisne et est devenu en 1991 la *Fundación de Defensa Ecológica* (FUNDECOL). Par la suite, le conflit s'est étendu au canton entier et s'est transformé en un mouvement social soutenu par les communautés des mangroves, et en particulier par les *concheras*, les femmes qui collectent la *concha* ainsi que les autres mollusques des mangroves.

L'élargissement du mouvement s'est fait par la création de « groupes d'usagers » dans les différents villages du canton. Ces groupes ont commencé à dénoncer la coupe illégale des mangroves à FUNDECOL qui ensuite relayait les dénonciations à l'administration. Un réseau efficace de surveillance s'est donc constitué qui a abouti à environ 1000 dénonciations en 20 ans et à un succès principal en 2003 : la création d'une réserve de mangroves de 5000 ha administrée par FUNDECOL et les groupes d'usagers. Malheureusement, entre 60% et 90% de la couverture de mangrove avait déjà été perdue. Cependant, la reforestation des mangroves avaient déjà été entreprise par FUNDECOL et les groupes d'usagers ainsi que des activités destinées à promouvoir un renouveau de la culture locale, comprenant des concours de cuisines à base de produit des mangroves, de peintures murales expliquant la lutte, la création de groupe de musique et de poésie, ainsi que des cours d'alphabétisation, etc.

Plusieurs chansons ont été écrites par différents membres, dont Tania Bone Cagua, une habitante du village de Bolivar, où un groupe de *concheras* décidées à lutter pour protéger leurs moyens de subsistance et leur milieu de vie s'est créé. Ces femmes nourrissent leurs familles et gagnent un peu d'argent en collectant des mollusques, essentiellement des *concha*. Tania a appris à lire et écrire grâce aux cours d'alphabétisation de FUNDECOL et la capacité de s'exprimer par écrit et d'oser prendre la parole en public sont parmi les principales aptitudes qu'elle a acquises grâce à la lutte et pour lesquelles elle est reconnaissante. Elle a écrit plusieurs chansons militantes dont trois sont jointes : (1) *Tristeza del manglar* (*Tristesse des mangroves*), (2) *Conchera soy* (*Je suis conchera*) et (3) *Benditos camaroneros* (*Sacrés camaroneros*).

Les femmes de Bolivar expliquent qu'elles ont dû faire face à deux problématiques en même temps : l'aquaculture de crevettes et la domination masculine. En effet, à travers la mobilisation qui s'est élevée pour protéger les mangroves, les femmes ont été plus actives que les hommes dans ce village. Elles ont commencé à entreprendre des actions dans la sphère publique, généralement réservée aux hommes, comme quitter leurs maison et tâches traditionnelles pour assister aux manifestations, réunions,

activités de reforestation et pour couvrir de nombreux kilomètres afin de dénoncer aux autorités les coupes illégales de mangrove effectuées par les producteurs de crevettes. Ce phénomène a conduit à de nombreux cas de violences conjugales dans les ménages car les maris étaient souvent opposés à ces activités. Toutefois, le groupe et les objectifs de la lutte ont donné à ces femmes le soutien nécessaire pour défier et renégocier les relations de pouvoir en leur faveur. Maintenant, elles sont celles qui « savent », qui connaissent l'écosystème de la mangrove, et qui ont lutté avec succès pour sa protection. Ceci leur confère un *empowerment* matériel et symbolique important.

Voici quelques extraits des trois chansons de Tania Bone Cagua qui sont disponibles sur Internet (<http://www.wrm.org.uy/paises/Ecuador/Canciones.html>).

Tristeza del manglar

*Quelle tristesse de vivre sans les mangroves
Que les camarones ont fait couper
Et maintenant il ne nous reste plus, à toutes les concheras
Que lutter, lutter et reboiser*

Conchera soy parle du statut dévalorisé des *concheras*, car la collecte des coquillages est un travail de femmes pauvres.

*Et alors que veulent-ils que je fasse ?
Que je sois joyeuse comme pour un jour de fête ?
Pendant que les mangroves se font détruire
Ils veulent que je rie ?
Que le sourire m'élargisse le visage comme une imbécile ?
Si même les gouvernements ont négocié les mangroves
Je suis conchera et je n'en ai pas honte*

Benditos camarones

*Dans le monde le plus beau qui a pu me succéder
Regardez le groupe de femmes luttant pour les mangroves
Et ils disent que nous sommes machistes mais regarder que ce n'est pas vrai
Nous défendons l'écosystème car il nous donne des espèces
Il nous donne la concha, nourriture pour vivre
Il nous donne aussi des crabes, tasceros et piacuil*

Malgré la lutte menée par les communautés des mangroves pendant toutes ces années, en automne 2008, le gouvernement de Correa a légalisé le mouvement de privatisation illégale des mangroves par les producteurs de crevettes en entérinant leurs droits par un acte juridique. Deux gouvernements précédents avaient déjà tenté de légaliser l'industrie de la crevette en Equateur, mais le mouvement social organisé par les associations de défense des mangroves avait stoppé ce processus. Cet automne, FUNDECOL et les groupes d'usagers ont également organisés de larges manifestations dans plusieurs villes, dont Quito, pour protester contre cette loi qui sape pour toujours leurs possibilités de revendiquer les espaces de mangroves.

Cependant, le gouvernement n'a aucune intention de revenir sur sa décision et de permettre aux populations locale de gérer les zones de mangroves de manière collective. Le gouvernement Correa inscrit donc sa politique dans la ligne conventionnelle de l'économie d'exportation basée sur le pillage des ressources naturelles et ne s'engage ni dans l'utilisation soutenable de ces ressources, ni dans la promotion de la sécurité et de la souveraineté alimentaire, étant donné que 95% de la production de crevettes est destinée à l'exportation. Ce sont donc les pays occidentaux qui bénéficient de cette nourriture de luxe pendant que les impacts écologiques et sociaux restent localisés dans le pays producteur et restent principalement assumés par les populations pauvres. Dans la même veine, le gouvernement actuel promeut également les plantations industrielles d'arbres et les grands projets miniers à ciel ouvert, et ce, contre la volonté populaire telle que représentée notamment par l'*Asamblea Nacional Ambiental* (ANA, Assemblée Nationale Environnementale).

Par Sandra Veuthey, e-mail: Sandra.Veuthey@campus.uab.es. Cet article est basé sur les observations de terrain de l'auteur.

[index](#)

- Gabon : Marc ONA ESSANGUI, Prix Goldman pour l'Environnement 2009

Marc ONA ESSANGUI a reçu le lundi 20 avril 2009 à San Francisco (Etats-Unis), le Prix international Goldman pour l'environnement, une distinction prestigieuse décernée à des individus qui prennent des risques importants pour protéger l'environnement et les communautés locales.

Membre fondateur et Secrétaire Exécutif de Brainforest, une Organisation Non Gouvernementale environnementale gabonaise de premier plan créée en 1998, Marc ONA était l'un des six lauréats de ce prix qui récompense chaque année les défenseurs de l'environnement originaires du monde entier. L'attribution à Marc Ona du Prix Goldman 2009 récompense notamment son action en faveur de la protection et de la préservation du Parc national de l'Ivindo, au Nord-Est du Gabon, contre le projet contesté d'exploitation du gisement de fer de Bélinga, qui remet en cause les engagements du pays en matière de protection de l'environnement.

Le Parc national de l'Ivindo est situé dans la forêt humide du bassin du Congo, la deuxième forêt tropicale la plus importante au monde après celle de l'Amazonie. Avec l'appui des autres partenaires de la Société Civile gabonaise, Marc Ona a mené une intense campagne de sensibilisation publique afin d'informer tant les citoyens gabonais que la communauté internationale des conséquences sociales et environnementales que le dit projet pourrait engendrées et exiger du gouvernement qu'il effectue toutes les études d'impact social et environnemental nécessaires.

Marc Ona est également aux avant-postes des efforts de sensibilisation de la société civile sur la nécessité d'une gestion transparente et responsable des revenus issus du secteur extractif. Il est le Coordonnateur national de la Coalition Publiez Ce Que Vous Payez Gabon (PWYP-Gabon) qui a mené campagne pour davantage de transparence dans les négociations entre le gouvernement et un consortium minier

chinois dans le cadre du projet du gisement de fer de Bélinga.

En ce qui concerne à l'édification du barrage hydro-électrique lié au projet Bélinga, « nous avons pensé que ce qui motive la protection du parc de l'Ivindo, ce sont aussi les chutes de Kongou (Nord-Est) qui font partie du patrimoine national", Marc Ona a confié à l'Agence Panafricaine de Presse A ce titre, Brainforest, surtout à travers son site internet, avait lancé une pétition internationale pour sauver les plus belles chutes d'Afrique Centrale.

Au titre des batailles menées par l'infatigable Secrétaire Exécutif de Brainforest, l'on citera aussi son opposition farouche à la construction d'un aéroport au nord de Libreville, dans la forêt classée de la Mondah. En effet, sous la férule de Marc Ona, la Plateforme Environnement Gabon qui regroupe une vingtaine d'ONG environnementales s'était mobilisée pour dénoncer les conséquences écologiques qui découleraient de la poursuite de ce projet qui met en péril le parc ornithologique d'Akanda, véritable lieu de villégiature des oiseaux migrateurs.

Dans la même lancée, on peut également citer la montée au créneau des ONG gabonaises, en tête desquelles Brainforest, pour fustiger le comportement du groupe français AREVA sur la non réhabilitation des sites de la COMUF, compagnie qui exploitait les mines d'uranium au sud du Gabon et dont les populations dénoncent aujourd'hui de multiples cas de pollution et des problèmes de santé.

Marc Ona est aussi un membre actif du comité multipartite (Groupe d'Intérêt) qui veille à la mise en œuvre de l'Initiative de Transparence des Industries Extractives au Gabon (ITIE). L'ITIE est une initiative internationale qui prône davantage de transparence dans les secteurs miniers, gaziers et pétroliers et implique une coopération et un dialogue entre les gouvernements, les entreprises et la société civile. Le Gabon a adhéré à l'initiative en 2004.

Pour l'ONG Brainforest : MEZUI NDONG Gualbert Phal, Chargé de la Communication et des Relations Extérieures et ESSONO ONDO Protet Judicaël, Coordonnateur des Programmes.

[index](#)

– Pérou : les peuples amazoniens, bastions de la résistance

Le 9 avril dernier, les communautés amazoniennes du Pérou ont commencé ce qu'ils appellent « une grève indéfinie » dans toute l'Amazonie péruvienne. Cette mesure a été prise parce que le Congrès de la République n'a pas révisé les six décrets considérés comme préjudiciables pour les peuples indigènes. Il s'agit des décrets émis par l'exécutif dans le cadre de l'adoption du Traité de libre-échange avec les États-Unis, lesquels impliquent l'imposition d'industries aussi destructives que l'extraction minière, l'exploitation pétrolière et l'afforestation.

La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a estimé que les décrets en question portent atteinte aux droits des peuples indigènes amazoniens [1], et le Congrès de la république a approuvé le rapport d'une commission spéciale qui

recommande d'en déroger quelques-uns [2].

La grave menace que représente la « mise en vente » de l'Amazonie se reflète dans un des exemples mentionnés par l'expert Roger Rumrill : « Le projet pétrolier pour le Lot n° 176, d'un million et demi d'hectares, installera 18 lignes sismiques, construira 166 héliports, dégagera 1944 zones de décharge et établira 166 campements. Ce projet engloutira complètement la Réserve communale Amarakaire et s'étendra sur les zones tampon des parcs nationaux de Manu et de Bahuaja-Sonene, ainsi que sur la réserve de Tambopata-Candamo. C'est dire qu'il affectera gravement une des zones les plus riches en diversité biologique de la planète » [3]. Or, malgré les protestations, le président Alan García a autorisé l'entreprise Perenco à investir deux milliards de dollars en activités pétrolières dans le Lot n° 67, situé à Loreto [4].

Les protestations ont démarré en juillet de l'année dernière (cf. Bulletin n° 132 du WRM) mais elles ont été suspendues par la suite, parce que le Congrès s'est engagé à s'occuper de la revendication. Pourtant, d'après les déclarations des dirigeants d'AIDSESEP, « loin de tenir sa promesse, le pouvoir législatif a approuvé la Loi 29317 qui modifie et ajoute plusieurs articles au décret 1090, dénommé Code forestier et de la faune sauvage » [5]. Ainsi, les mobilisations ont repris.

Dans une communication directe, l'organisation Grufides nous signale que « les conflits socio-écologiques ont grandi dans le pays. À Cajamarca, l'industrie minière est la source de disputes innombrables qui deviennent de plus en plus violents à cause de l'impunité dont bénéficient ceux qui exercent le pouvoir. Quand l'eau de centaines de paysans est affectée, comme dans le cas du canal Quilish, à Porcón, les paysans sont dénoncés et pénalisés, tandis que l'entreprise minière responsable ne reçoit aucune sanction. À Choropampa, San Juan et Magdalena, des milliers de paysans ont été empoisonnés par du mercure mais, aujourd'hui encore, ils réclament des solutions à leurs problèmes de santé que personne ne leur donne, ni l'État ni l'entreprise responsable de cet accident si grave. Dans la province de San Marcos, deux professeurs, un conseiller régional et sept agriculteurs pourraient aller en prison les prochains jours pour avoir protesté contre une entreprise minière brésilienne qui a même embauché des délinquants pour menacer les leaders des paysans organisés. La loi menace les paysans qui défendent leurs droits, tandis que les responsables des entreprises restent impunis et bénéficient de l'appui des autorités à tous les niveaux du gouvernement. La plus grande grève de l'histoire du Pérou a lieu en Amazonie depuis quelques semaines ».

Servindi rapporte que des indigènes quichuas et arabelas ont empêché la navigation sur les fleuves Napo et Curaray pour protester contre la non-application du document signé par les autorités et l'entreprise pétrolière Repsol [6]. AIDSESEP aussi a rapporté les diverses mobilisations de centaines d'indigènes, de paysans et de membres de la société civile qui sont parties de différents endroits de la région : des bassins des fleuves Santiago, Cenepa et Santa María de Nieva, ils ont marché pour protester contre les entreprises minières et pétrolières qui prétendent s'emparer de leurs territoires. Une barricade de troncs et de pierres a été construite au kilomètre 46 de la route qui relie Yurimaguas et Tarapoto. Les membres des communautés autochtones de la région San Martín ont fermé la route Fernando Belaúnde Terry à la hauteur du kilomètre 5, dans le secteur de Maronilla. Dans la région d'Alto Amazonas, sept mille paysans et

indigènes des ethnies shawi, cocama et cocamilla ont pris le port El Vado de Yurimaguas, paralysant le commerce et le transport terrestre et fluvial. Une cinquantaine de voitures ont fermé la route qui relie Bagua au district de Santa María de Nieva. Des membres de l'ethnie asháninka ont pris l'aéroport d'Atalaya, à Ucayali. Les peuples machiguengas de Bajo et Alto Urubamba, membres de COMARU, ont empêché la circulation de véhicules et le passage fluvial vers Bajo Urubamba. Le siège de la sub-région de Santa Clotilde, capitale du district du Napo, a été pris par des Kichuas et des Arabelas, avec l'aide de plusieurs quartiers et de la population de Santa Clotilde. Le cours du fleuve Napo a lui aussi été fermé à deux endroits, ce qui a compliqué encore davantage la circulation des bateaux entre Iquitos et la frontière de l'Équateur. Des centaines d'indigènes awajún et wampis ont marché vers les stations n° 5 et n° 6 de Petroperú (qui fait partie de l'Oléoduc nord-péruvien) et s'y sont postés. Sur la Place d'Armes de Jaén, la population de la ville de Baguá a commencé une manifestation silencieuse pour protester contre la politique du gouvernement de García. Les peuples quichuas de l'Alto Putumayo, à la frontière de la Colombie, ont rejoint la grève de l'Amazonie, et les communautés andines ont organisé des journées de protestation pour appuyer leurs frères amazoniens [7]. Thomas Quiryren, collaborateur de Catapa dans le Sud, a rapporté que trois stations pétrolières (les numéros 5, 6 et 7) ont été occupées par les manifestants par suite directe de la radicalisation de la grève ; cette action a fait suspendre le pompage de pétrole brut (voir l'article complet et des photos sur <http://www.wrm.org.uy/countries/Peru/strike.html>).

Néanmoins, les plaintes des peuples amazoniens ont été ignorées par le gouvernement et la plupart des médias ne rapportent pas ce qui se passe vraiment. Depuis le 9 mai, presque tout le territoire amazonien est en état d'urgence, ce qui facilite la violation des droits de l'homme des habitants de l'Amazonie qui luttent pour leur vie contre la menace que représente l'avancée effrénée des entreprises pétrolières, minières, gazières et forestières.

Le 10 mai, le président Alan García a ordonné la répression des indigènes awajun et wampis qui protestaient sur le pont de Corral Quemado, à Bagua Grande. Les manifestants ont été dispersés au moyen de bombes lacrymogènes, de balles et de coups. Il y a eu dix personnes blessées, sept arrêtées et plusieurs disparues. Quelques petites radios de la région amazonienne ont été fermées. La marine de guerre a attaqué les canoës fragiles des indigènes qui avaient tendu un câble en travers du fleuve pour empêcher le passage des bateaux pétroliers.

Des organisations indigènes, paysannes et agricoles de tout le pays ont annoncé qu'elles allaient durcir ces mesures « jusqu'à ce que les décrets législatifs 994, 1064, 1020, 1080, 1081, 1083, 1089, 1060 et 995, ainsi que la Loi sur les ressources hydriques, soient dérogés » [8]. « Bien que ces normes aient déclarées inconstitutionnelles par le Tribunal constitutionnel et par la Commission multipartis du Congrès, il manque la volonté politique de les déroger », ont déclaré les organisations indigènes qui participent à la Rencontre nationale andine amazonienne qui aura lieu ce mois-ci à Puno, en préparation du 4^e Sommet continental des Peuples et Nationalités indigènes de l'Abya Yala. Elles ont convoqué les communautés indigènes de tout le pays à adhérer au « Levantamiento Nacional » qui aura lieu à partir du 7 juillet.

Le témoignage d'un autre ami péruvien dont nous taïrons l'identité reflète la situation dans laquelle ils se trouvent : « Je suis un des dirigeants de cette grève et j'ai été menacé de mort. Cela n'a pas d'importance ; je suis prêt à mourir pour mes frères, mes enfants et le monde. Nous avons besoin de faire connaître notre lutte dans le monde entier. Aidez-nous à sauver la planète. Nous n'avons aucun soutien économique, nous faisons ce que nous pouvons. Avec nos frères shawis, aguarunas et wambiasas, nous n'allons pas fléchir. S'il le faut, nous allons sacrifier notre vie pour défendre nos terres et nos forêts. Soyez donc, nos amis, notre voix dans le monde. Mille mercis au nom de notre mère la nature ».

[1] "Perú: FIDH insta derogar DL que atentan contra la Amazonía", Servindi, <http://www.servindi.org/actualidad/11439>.

[2] "Perú: Congreso aprueba Informe que deroga decretos legislativos", Servindi, <http://www.servindi.org/actualidad/11357>.

[3] "Perú: Estado de emergencia contra los pueblos indígenas amazónicos", Servindi, <http://www.servindi.org/actualidad/opinion/11436>.

[4] "Perú: García autorizó inversión de Perenco por \$2 mil millones en Loreto", Servindi, <http://www.servindi.org/actualidad/11155>.

[5] "Perú: AIDSESEP y Ejecutivo crean Mesa de Diálogo para atender demandas de indígenas amazónicos", Servindi, <http://www.servindi.org/actualidad/10713>.

[6] Informations apportées par AIDSESEP, <http://www.aidesep.org.pe>.

[7] "Perú: Amazónicos inician paro indefinido por incumplimiento del Congreso", Servindi, <http://www.servindi.org/actualidad/10257>.

[8] "Perú: Andinos y amazónicos acuerdan radicalizar protesta", Servindi, <http://www.servindi.org/actualidad/11414>.

[index](#)

– Forte opposition au projet du WWF de certifier l'aquaculture industrielle non durable

L'accroissement rapide de la demande mondiale de crevettes et de saumon d'élevage bon marché a suscité la dégradation des mangroves et d'autres écosystèmes côtiers et la diminution subséquente de la diversité biologique. De ce fait, dans beaucoup de pays du Sud, les populations et les peuples autochtones concernés ont perdu leurs moyens d'existence.

Au lieu de changer le modèle de production, commercialisation et consommation, le Fonds mondial pour la nature (WWF) prévoit de créer un organe de certification de la production industrielle de crevettes et de saumons. Cela ne ferait que donner un vernis écologiste à l'aquaculture industrielle non durable.

Plus de 70 organisations écologistes et des droits de l'homme du monde entier ont manifesté leur indignation face au lancement prévu de l'Aquaculture Stewardship Council du Fonds mondial pour la nature, dans une lettre envoyée aujourd'hui aux membres principaux du WWF. La lettre est la suivante :

« Les signataires de cette lettre, organisations non gouvernementales et personnes

concernées du monde entier, voient avec une profonde inquiétude l'intention du Fonds mondial pour la nature (WWF) de créer l'Aquaculture Stewardship Council (ASC). Notre forte opposition à cette initiative parmi bien d'autres qui ont récemment vu le jour est fondée sur les expériences recueillies pendant les nombreuses années que nous avons passées à travailler contre les effets négatifs de l'aquaculture industrielle de la crevette, du saumon et d'autres espèces marines carnivores. Nous voyons que l'ASC n'est qu'une nouvelle tentative d'une grande ONG internationale de formuler un plan pour remédier aux problèmes de l'aquaculture industrielle. Ces solutions mal conçues ne font pas participer les communautés locales et les mouvements populaires à la définition des mesures à prendre, excluant ainsi les personnes les plus affectées par les assauts continuels de ces industries contre la santé des océans et l'intégrité des côtes.

Les initiatives actuelles du WWF et d'autres certificateurs prétendus n'ont pas le soutien des communautés locales ni des peuples autochtones, ni celle du réseau mondial d'ONG, de chercheurs et de citoyens qui réclament toujours l'application d'un moratoire à l'expansion de ces industries perturbatrices de la société et destructrices de l'environnement.

Après avoir examiné le mécanisme proposé pour l'établissement de normes mondiales à appliquer à l'aquaculture industrielle, nous, ONG et représentants de réseaux régionaux d'ONG et d'organisations asiatiques, latino-américaines, africaines, européennes et nord-américaines, nous avons confirmé que nous devons nous opposer avec fermeté à tous ces systèmes de certification. Nous pensons que ces projets de certification sont influencés par les industriels et les bailleurs de fonds et qu'ils ne permettent pas à la majorité des parties affectées – les communautés locales et les peuples autochtones – de participer comme il faudrait à ce prétendu « dialogue » et au processus de définition des normes.

Les normes proposées pour définir l'Aquaculture Stewardship Council semblent viser surtout au soutien de systèmes de production aquacole ouverte, qu'il s'agisse de crevettes, de saumon ou d'autres espèces de poissons, et non de systèmes de production fermée plus durables. Cela indique que le processus de l'ASC s'oriente dans une direction inappropriée et dangereuse pour l'environnement.

Nous réclamons que le WWF suspende cette initiative de formation de l'ASC et qu'il entreprenne immédiatement de discuter sérieusement avec les populations affectées, et non seulement avec l'industrie et une poignée d'ONG et de chercheurs. Il est fortement nécessaire de définir des critères stricts concernant les aspects sociaux et le respect des droits, plutôt que de se contenter de quelques normes environnementales et techniques proposées par les aquiculteurs. Le dialogue avec les communautés locales et les peuples autochtones fait toujours défaut ; leurs voix n'ont pas encore été entendues dans les cercles fermés qui essaient de créer l'ASC. Nous déclarons ensemble notre forte opposition à cette initiative.

(Voir le communiqué de presse, la lettre et la liste des signataires à l'adresse : <http://www.wrm.org.uy/deforestation/mangroves/aquaculturecertification.pdf>.)

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

– **Australie : le mouvement écologiste escamote les problèmes que posent les plantations**

Comme tous les pays coloniaux, l'Australie a été créée en volant leurs terres aux peuples autochtones. Pourtant, les autorités australiennes sont allées encore plus loin : elles ont déclaré le continent « terra nullius », c'est-à-dire territoire non habité ou sans maître, n'appartenant à personne. Ce principe ne reconnaissait aucun droit aux peuples indigènes car, comment pouvaient-ils avoir des droits s'ils n'avaient pas d'existence légale ?

Dans le Sud de l'Australie, les aborigènes qui avaient survécu aux massacres et aux maladies ont été rassemblés dans des missions et « écartés de la vue de la plupart des blancs ». Après avoir déplacé les populations autochtones de leurs territoires, les Européens s'y sont installés et ils ont essayé d'européaniser le pays, avec des résultats généralement désastreux.

De vastes étendues de terres ont été défrichées pour l'expansion de l'agriculture et l'exploitation forestière. Les indigènes ont décrit ce 'carnage' écologique comme « une invasion de sauterelles qui se sont abattues sur la terre, dévorant tout à leur passage ».

À la fin des années 1960 et au début des années 1970, l'exportation de copeaux de bois a accéléré la destruction des forêts indigènes : entre 40 et 50 % du bois extrait de ces forêts étaient exportés au Japon sous cette forme. Pour les années 1990, ce chiffre était monté à 80 %.

Dans les années 1960 également, il y a eu des efforts pour élargir la superficie affectée aux plantations en Australie, de sorte que de vastes étendues de forêt indigène ont été défrichées. Les conservationnistes s'opposaient à cet élargissement des plantations, comme ils s'opposaient à l'abattage des forêts indigènes. Le mouvement conservationniste australien était dominé par des organisations qui voulaient protéger la diversité biologique des forêts du pays.

Néanmoins, en 1989 l'Institut royal de technologie de Melbourne a publié un document intitulé "No Need for Conflict" (Le conflit n'a pas de raison d'être). Les auteurs du texte étaient Judy Clark, économiste et ancienne fonctionnaire gouvernementale) et Margaret Blakers (activiste pour les forêts). Elles commençaient par affirmer qu'en élargissant la base des plantations l'Australie pourrait cesser entièrement d'abattre les forêts indigènes, car les plantations de feuillus couvriraient tous les besoins du pays de bois de sciage, et les plantations de conifères et de feuillus fourniraient toute la pâte nécessaire. Les plantations créées dans les années 1960 étant prêtes pour la récolte, un grand volume de bois était disponible.

La première organisation à adhérer publiquement à cette position a été la Wilderness Society qui, en 1991, a conseillé aux consommateurs de bois de se comporter de façon « éthique » en achetant uniquement du bois provenant des plantations. En juillet

1995, les Conseils pour la conservation du territoire de l'Australie ont commandé à Judy Clark la rédaction du rapport « Les Plantations de l'Australie ». Ce rapport réunissait des informations concernant tout le pays, dans le but, cette fois encore, d'accélérer la transition de l'exploitation des forêts indigènes à celle des plantations. En 1996, la Fondation australienne pour la conservation a adhéré à son tour à la politique de ne pas exploiter les forêts indigènes. Le parti politique des Verts a lui aussi soutenu activement les plantations.

Les groupes favorables aux plantations n'ont guère mentionné les problèmes évidents qu'elles posaient, dont l'emploi de pesticides, la consommation d'eau ou (quelle horreur !) les droits territoriaux des indigènes. Auparavant, les organisations écologistes avaient critiqué la foresterie industrielle sous toutes ses formes mais, à partir de la moitié des années 1990, les plantations n'ont été critiquées que par une petite minorité de membres du mouvement et par les communautés qui en subissaient les effets.

En 1996, des ONG écologistes, comme les Amis de la Terre, qui contestaient la durabilité des plantations, ont commencé à subir des pressions de plus en plus fortes pour qu'elles s'opposent à toute exploitation des forêts indigènes. Une division est alors apparue dans le mouvement pour les forêts, et ceux qui critiquaient les plantations ont été mis sur la touche ou carrément ignorés. FoE ne pouvait pas soutenir la politique « rien que des plantations » parce que, deux années plus tôt, des activistes de FoE Tasmanie avaient été empoisonnés par l'Atrazine qui se filtrait d'une plantation d'eucalyptus à Lorinna. FoE ne pouvait pas adhérer à une politique de plantation qui empoisonnait les réserves d'eau !

Toute exploitation de forêts indigènes, quel qu'en soit le but, était critiquée. La restauration de forêts, l'exploitation écologique, la récolte de bois de feu, etc. etc., étaient regardées avec méfiance. Ainsi, pour 1996 la majorité du mouvement écologique australien s'était laissé volontairement prendre par l'idéologie « pas d'exploitation des forêts indigènes, seules les plantations peuvent être abattues ».

En 1997, les gouvernements étatique et fédéral ont annoncé la 'Vision 2020', c'est-à-dire l'objectif de tripler la superficie des plantations pour cette date, en la faisant passer d'un million à trois millions d'hectares. Les ONG écologistes n'ont guère critiqué ce projet (qui frayait la voie au plus grand accaparement de terres jamais vu en Australie). Comment un mouvement qui était presque entièrement favorable aux plantations pouvait-il se manifester contraire à un plan qui proposait de tripler leur étendue ? Et quelle aubaine pour les entreprises de plantation !

La même chose s'est passée dans le cas des plans pour accélérer le rythme de l'expansion des plantations au plan international : comment les ONG australiennes pouvaient-elles critiquer le développement des plantations dans d'autres pays, alors qu'elles le soutenaient chez elles ?

Quand le Forest Stewardship Council a débarqué en Australie en 2002, la toute récente Chambre environnementale ne pouvait pas accepter que les forêts indigènes soient certifiées et, depuis, la certification n'a eu lieu que dans les plantations, selon des normes provisoires.

En somme, l'appui que les ONG australiennes ont accordé aux plantations a été le résultat de la destruction généralisée des forêts indigènes et des tentatives désespérées de mettre ce qui en restait à l'abri des fabricants de copeaux de bois. Mais, dans leur hâte d'encourager les plantations, le mouvement écologiste a entièrement 'glissé sous le tapis' certains graves problèmes écologiques et sociaux que ces plantations comportent. Ainsi, elles ont laissé la lutte contre les plantations australiennes entre les mains de communautés dépourvues de soutien économique et d'une poignée d'écologistes éparpillés, comme moi.

Anthony Amis, Friends of the Earth Melbourne, adresse électronique :
anthonyamis@hotmail.com.

Informations complémentaires sur ce thème :

<http://www.hancock.forests.org.au>

<http://www.baddevelopers.green.net.au/Docs/bluegumswesternvic.htm>

<http://www.baddevelopers.green.net.au/Docs/talltreespot.htm>

[index](#)

– Cambodge : les indigènes contre l'empire des plantations d'hévéas

Dans la lointaine province cambodgienne de Mondolkiri, l'avenir est devenu précaire et incertain pour les habitants de la commune de Busra depuis que le gouvernement du pays a accordé une concession économique à un projet de plantation d'hévéas dans leur territoire ancestral. Certains ont vendu leur terre, croyant que l'argent était la seule chose sûre qu'ils pourraient obtenir après des mois et des mois de méfiance et de tensions. Leur méfiance s'adressait à la compagnie Khaou Chuly Development (KCD), l'actionnaire cambodgien du groupe, dont on dénonce les méthodes sauvages, et plus récemment contre sa partenaire Socfin, filiale du Groupe Bolloré qui joue un rôle-clé dans le secteur des plantations d'hévéas de l'Afrique.

En décembre 2008, la tension et le besoin de se faire entendre sont devenus si forts que des centaines de paysans du groupe ethnique bunong de la commune de Busra se sont rassemblés pour manifester contre la compagnie Khaou Chuly, qui est peut-être l'entreprise de construction et d'équipements la plus importante du Cambodge et qui avait commencé à défricher la forêt et les champs proches de leur village. La manifestation est devenue violente quand les paysans ont endommagé et brûlé des véhicules de l'entreprise. Les gens étaient en colère parce que le défrichage avait détruit leurs fermes familiales et leurs cultures agricoles pour y établir des pépinières d'hévéas. Fin 2007, Socfin KCD avait obtenu du gouvernement la concession de ces terres, d'une étendue de 2 700 hectares.

D'après les paysans, la compagnie leur avait présenté trois options : réinstaller les familles dans d'autres terres cultivables des mêmes dimensions, payer une indemnité aux familles qui accepteraient de quitter leur terre, ou les laisser rester à condition de cultiver des hévéas en échange d'une part des bénéfices de l'entreprise. À l'époque, ces solutions n'ont pas paru équitables aux paysans et ils ont demandé qu'on leur rende tout simplement leur terre [Cambodia Daily, 22 décembre 2008].

Quelques jours après la manifestation, une réunion a été organisée à laquelle ont participé des paysans, des représentants de la compagnie, des autorités communales et provinciales, des conseillers communaux, des chefs de village et des travailleurs des ONG.

Pendant cette rencontre, 1 030 familles de sept villages, pour la plupart de l'ethnie bunong, ont déclaré que la terre leur appartenait parce qu'ils l'utilisaient depuis des décennies pour leurs cultures itinérantes et que, selon le Code foncier qui protège les droits de propriété collectifs des autochtones, ils en étaient légalement propriétaires. La réunion s'est soldée par un échec : les paysans ont accusé les autorités de favoriser la compagnie. De leur côté, les autorités affirment que les paysans seront avantagés car ils auront de l'emploi, des hôpitaux, des écoles et des maisons pour les travailleurs des plantations. Mais les villageois n'ont pas été d'accord et ils ont rétorqué que ceux qui voulaient améliorer leur niveau de vie auraient dû d'abord venir discuter avec les gens, au lieu d'envoyer les équipements et de commencer à défricher leur terre [Cambodia Daily, 24 décembre 2008]. L'entreprise représentée à la réunion n'était pas Khaou Chuly mais une nouvelle entité, Socfin KCD, que les médias nationaux n'avaient pas mentionnée. Il a fallu attendre le 8 avril 2009 pour que le quotidien Phnom Penh Post annonce la passation d'un nouvel accord commercial entre « l'entreprise française Socfinal et le groupe Khaou Chuly pour établir une plantation d'hévéas de 10 000 hectares et des usines de traitement à Mondolkiri ». Le président de Khaou Chuly a déclaré que « son entreprise apportait 30 % du capital, tandis que la compagnie française apportait les 70 % restants ».

En fait, le nom de Socfinal semble ne pas être correct puisque, sur le terrain, tout le monde parle de Socfin. Nous avons pu apprendre que cette compagnie est basée au Cambodge et dirigée par Philippe Monnin, expert français en plantations d'hévéas qui a travaillé pendant des années comme conseiller du ministère cambodgien de l'Agriculture sur des projets de plantations familiales d'hévéas dans la province de Kompong Cham.

D'après le site internet www.socfinal.lu, 60 % des parts de Socfin KCD appartiennent à Socfinasia, dont 53 % appartiennent à Socfinal, un holding luxembourgeois. Socfinal est un groupe mixte contrôlé par des familles belges (les Fabri entre autres) qui appartient à 38 % à un groupe agro-industriel et financier dirigé par Bolloré. Quand on lui a demandé quels étaient les principaux actionnaires de Socfin au Cambodge, un informateur a donné les noms du Français Vincent Bolloré et du Belge Hubert Fabri. Ces deux noms reviennent sans cesse dans cette galaxie. Donc, Socfin KCD est une des étoiles de cette constellation d'entreprises impliquées dans les plantations d'hévéas en Côte d'Ivoire, au Nigeria, au Congo (RDC), au Kenya, au Cameroun, au Libéria, en Indonésie et... au Cambodge. Un article du numéro d'avril 2009 du Monde Diplomatique nous renseigne sur les activités du groupe Bolloré en Afrique (*Port, rail, plantations : le triste bilan de Bolloré au Cameroun*, www.monde-diplomatique.fr).

Socfin KCD est aussi une filiale de certaines compagnies financées au moyen de participations croisées, un système qui permet aux actionnaires (toujours le même petit groupe de personnes) d'obtenir le maximum de bénéfices tout en payant le minimum d'impôts. Bien entendu, ces compagnies sont situées dans des paradis fiscaux où les

bénéfices disparaissent. Une enquête très intéressante d'une journaliste française, Martine Orange, a été publiée en février 2009 par le journal web Mediapart [www.mediapart.fr/files/Bollore_iliad.pdf].

Les habitants de Busra ne savent rien de ce monde opaque de la finance. Ils n'imaginent pas les bénéfices qu'une plantation d'hévéas peut rapporter à long terme ; on leur paye leur terre entre 200 et 300 USD l'hectare (c'est la fourchette indiquée par les observateurs de Busra, mais ces valeurs sont très faibles par rapport au prix moyen). À présent la tension a été remplacée par la division, la déception et la méfiance : certains n'ont plus aucun espoir, tandis que d'autres croient en l'avenir radieux que l'entreprise leur annonce. Socfin KCD ne lésine pas sur les moyens : les notables ont été invités à un repas bien arrosé de bière, et les villageois se sont vu offrir un grand spectacle avec les comédiens les plus célèbres de la scène cambodgienne, des filles séduisantes et un beau feu d'artifice.

Il y a peu de temps l'Agence française de développement (AFD) s'y est rendue ; elle pourrait être intéressée à financer des plantations familiales d'hévéas autour de la concession de Socfin KCD et elle va demander une évaluation de l'impact social, économique et environnemental du projet de la concession. Ces évaluations n'ont pas été faites avant d'approuver la concession.

Les paysans continuent de se plaindre. Ils veulent participer au développement et ne veulent pas que d'autres décident pour eux. Ils veulent qu'on les considère et que leur culture soit appréciée et respectée. Socfin KCD continue de travailler, surtout dans les domaines de la communication et des relations publiques. D'autres acteurs, le gouvernement, les autorités, les organisations internationales, ne disent rien. Les paysans se laisseront-ils convaincre ou vont-ils résister ? Et qui va les soutenir dans cette lutte ?

[index](#)

– Chili : l'opposition au subventionnement de l'expansion de la monoculture d'arbres

Par suite de la crise économique mondiale survenue à la fin de l'année dernière, la présidente Bachelet a annoncé l'application d'une série de mesures dans le but de favoriser l'emploi et la réactivation de l'économie. Il est surprenant de constater qu'une de ces mesures porte sur l'augmentation transitoire des subsides accordés aux plantations forestières, que prévoit le décret-loi 701.

Le décret-loi 701 ou Loi de développement forestier est le principal instrument d'un modèle qui a contribué à l'appropriation disproportionnée et injuste de la terre, où l'afforestation s'est développée en se substituant à la forêt indigène et en occupant des sols agricoles de bonne qualité. Le décret a été approuvé en 1974, pendant la dictature militaire, et il a favorisé en outre l'occupation des territoires des Mapuche. Deux grands groupes économiques ont monopolisé les terres : le groupe de la famille Matte (CMPC) et le groupe Angelini (Copec-Arauco-Celco). Le subside en question représente une réduction de 75 % des coûts nets de l'afforestation, il accorde des dégrèvements fiscaux et il interdit l'expropriation.

Quelques mois plus tôt, la présidente Bachelet s'était réunie avec les cadres supérieurs de ces entreprises et s'était engagée à remettre trois milliards de pesos au Consortium technologique Bioenercel, constitué par les trois grandes entreprises forestières (Arauco, CMPC et Masisa), l'Université de Concepción, l'Université catholique pontificale de Valparaíso et la Fondation Chili, pour financer les recherches sur la production de biocarburants de deuxième génération, c'est-à-dire fabriqués à partir de la biomasse de pins et d'eucalyptus. Cela représente un nouvel encouragement à l'expansion de ces plantations.

Ce qui précède réaffirme l'engagement du gouvernement à planter un million d'hectares supplémentaires en 10 ans. Il s'agit d'une mesure « contre la crise du secteur forestier », lequel est très sensible aux variables du marché international du fait que plus de 90 % de la production de bois et de pâte sont exportés. Cependant, l'État accorde son soutien à ce secteur en faisant la sourde oreille aux innombrables revendications des populations qui vivent ou qui survivent entourées de milliers d'hectares de plantations de pins et d'eucalyptus, ou qui subissent la pollution de l'eau provoquée par l'industrie de la pâte.

Alarmée de cette situation, l'Association d'ingénieurs forestiers pour la forêt indigène a manifesté dans une déclaration publique que ce modèle forestier « dominé par des sociétés transnationales qui, en trois décennies, ont créé d'énormes étendues de plantations d'essences exotiques, enrichissant quelques-uns et déplaçant les populations rurales » n'est pas durable. L'association a affirmé que le gouvernement doit cesser d'accorder des subsides aux grandes entreprises forestières, car elles portent atteinte à l'environnement et aux ressources hydriques, en plus d'avoir un impact social et culturel sur les communautés voisines. L'association a exigé à la présidente d'arrêter le développement des plantations forestières, elle a signalé que le gouvernement du Chili ne peut pas être complice d'un tel désastre et qu'il est urgent de renforcer les politiques favorables à l'agriculture de petite et moyenne échelle, le secteur le plus touché par le changement d'affectation des terres ; elle a réclamé aussi la mise en place d'un aménagement démocratique du territoire [la version intégrale de la déclaration (en espagnol) est disponible sur : http://www.wrm.org.uy/paises/Chile/Ingenieros_Forestales.html].

De leur côté, 26 organisations mapuche, sociales et écologistes ont participé à Temuco à la rencontre « Implications des plantations forestières dans le changement climatique, la désertification et la sécheresse ». Elles ont produit une déclaration où elles accusent le modèle forestier chilien d'accélérer la disparition des sols agricoles et celle des réserves d'eau souterraines et superficielles, de substituer la forêt indigène, de détruire le style de vie et la culture des communautés. Les organisations ont dit au gouvernement :

§ *Nous n'acceptons pas que ces décisions qui concernent beaucoup de territoires et de communautés soient prises de façon bilatérale par le gouvernement et les grandes entreprises forestières, en excluant les communautés qui subissent le fléau de l'expansion des plantations.*

§ *Nous exigeons que l'on cesse de subventionner de façon directe ou indirecte le secteur forestier avec l'argent de tous les habitants du Chili, qui n'est pas là*

pour favoriser des groupes économiques déterminés. Il faut mettre fin au pillage étatique des ressources et des biens publics et collectifs, qui sont du domaine de la souveraineté populaire.

§ Nous exigeons la suspension de la mesure d'augmentation des ressources destinées au subside des activités forestières, la dérogation définitive du décret-loi 701 et la réaffectation de ressources au soutien de l'activité agricole paysanne et à la réparation des dégâts causés, afin de promouvoir et de fortifier les économies locales et diversifiées. [Voir le texte intégral de la déclaration (en espagnol) :

http://www.wrm.org.uy/paises/Chile/No_expansion_forestal.html]

Il est important de signaler que la rencontre en question (qui n'a pas été convoquée par le gouvernement mais par l'Observatoire latino-américain des conflits environnementaux) est la seule occasion où les communautés affectées ont pu se prononcer sur ce problème. En outre, elle a permis à des organisations diverses de s'articuler entre elles pour continuer à travailler pour mettre fin au subventionnement des entreprises forestières et à la monoculture extensive de pins et d'eucalyptus.

Observatorio Latinoamericano de Conflictos Ambientales – OLCA
(<http://www.olca.cl/oca/index.htm>), membre de RECOMA (réseau latino-américain contre la monoculture d'arbres).

index

– Chine : les plantations d'eucalyptus finnoises sèment la discorde

Les plantations d'eucalyptus sont devenues un problème sérieux pour les agriculteurs chinois du Nord de la ville de Hepu qui se trouve dans la province de Guangxi, dans le Sud de la Chine. Leur terre collective a été expropriée pour la plantation d'arbres en régime de monoculture.

Derrière cette décision se trouve le géant finnois-suédois Stora Enso, qui prévoit de louer 180 000 hectares pendant un demi-siècle pour y planter des eucalyptus afin d'alimenter l'usine de pâte que possède l'entreprise près de la ville de Beihai.

D'après un rapport de Petteri Tuohinen publié dans le *Helsingin Sanomat*, « Stora Enso n'est qu'une des près de 260 compagnies finnoises qui cherchent à profiter de la croissance du marché chinois. Les opérations à l'étranger sont vitales pour Stora Enso. En présentant les résultats trimestriels de la compagnie jeudi dernier, son directeur général Jouko Karvinen a dit que les bénéfices considérables obtenus à l'étranger permettaient de compenser les pertes subies en Finlande » [1].

Or, cela s'est accompagné de nombreux conflits. En Chine, toute la terre appartient à l'État ou aux communautés rurales ; ainsi, Stora Enso doit louer des terres parce qu'elle ne peut pas en être propriétaire. Ainsi, une fois qu'elle obtient l'accord des fonctionnaires ce sont eux qui obtiennent des terres pour les plantations d'eucalyptus. D'ailleurs, les autorités locales ont été très bien disposées à encourager les plantations industrielles d'arbres, de sorte qu'elles ont essayé de confisquer les terres utilisées par les paysans pour les céder à Stora Enso. Mais cela ne s'est pas fait sans

résistance.

Les dispositions concernant la propriété foncière étant assez vagues en Chine, il est souvent difficile de savoir qui a le droit d'exploiter une terre. Beaucoup de paysans n'ont pas cru aux promesses de prospérité du « projet forestier » prévu pour la zone de Hepu. Ceux qui ont perdu leur terre ont reçu une indemnité d'environ 50 € par hectare et par an. Cela est insignifiant pour des gens qui ont toujours gagné leur vie en plantant des haricots, du maïs, des fruits ou du bambou pour faire des paniers et d'autres objets. En perdant la terre, ils ont perdu ce moyen d'existence. À présent, tout est couvert de plants d'eucalyptus.

Tout ceci a abouti à des conflits croissants ; les autorités locales ont répondu avec beaucoup de violence à l'opposition des paysans aux plantations de Stora Enso. Les disputes pour la terre ont atteint leur point culminant en 2004, où plusieurs personnes ont été blessées. À présent, les paysans qui revendiquent leurs terres se sont tournés vers les tribunaux, mais ils ont peu d'espoir : « Nous n'avons pas d'autre choix que de faire appel, mais rien ne permet d'espérer des résultats. Stora Enso est en train de priver les paysans de leur subsistance », a dit un activiste cité par le *Helsingin Sanomat*.

Même l'avocat Yang Zaixin, qui défend les droits des paysans, a été attaqué et battu par un groupe d'hommes, apparemment pour essayer de l'intimider. Yang a dit qu'il n'était pas certain que Stora Enso fût au courant de cette attaque : « Ils n'ont pas besoin de participer directement à ce genre de choses. Stora Enso se contente de faire pression sur les fonctionnaires locaux pour s'assurer d'obtenir la terre qu'il lui faut pour planter ses eucalyptus ». Néanmoins, Stora Enso connaissait l'avocat et savait qu'il défendait les paysans, puisqu'il s'était réuni avec le directeur et l'avocat de l'entreprise.

Les conflits fonciers ne sont pas nouveaux pour Stora Enso. Le responsable de la durabilité de l'entreprise, Eija Pitkänen, le reconnaît : « L'utilisation et la propriété de la terre sont des questions très importantes. C'est pour cela qu'il y aura toujours des conflits. C'est inévitable ».

Les Amis de la Terre Finlande ont dénoncé l'absence de participation réelle des habitants de la région aux évaluations d'impact des projets des entreprises forestières : « Par exemple, au Brésil, Stora Enso travaille uniquement avec les organisations qui ont une attitude conciliatoire et qui sont disposées à coopérer. En Chine, les professionnels et les organisations sont soumis à tant de pressions que, souvent, ils n'osent pas signaler les aspects négatifs », a dit Noora Ojala, vice-présidente des Amis de la Terre Finlande [2].

Les investissements à l'étranger compensent peut-être les pertes de l'entreprise dans son pays d'origine mais ils multiplient ailleurs les conflits et la violence dont les plus faibles sont victimes.

[1] "Chinese farmers lose land to Stora Enso tree plantations", <http://www.hs.fi/english/article/Chinese+farmers+lose+land+to+Stora+Enso+tree+plantations/1135245537698>.

[2] “Finnish Prime Minister wants investigation into claims of violence linked with Stora Enso activities in China”,

<http://www.hs.fi/english/article/Stora+Enso+to+investigate+land+use+dispute+over+tree+plantations+in+China/1135245533336>.

[index](#)

– Costa Rica : l’État augmente les subsides aux plantations en régime de monoculture

En 2003, nous disions déjà que « le fait d’appeler reboisement l’établissement d’une plantation d’arbres en régime de monoculture a toujours fait bénéficier ce genre d’activité de toutes les caractéristiques positives que l’humanité attribue, à juste titre, à une forêt, alors que la réalité est très différente » (revue Ambientico n° 123, décembre 2003, www.una.ac.cr/ambi/Ambien-Tico/123/). Et nous ajoutions : « en général, dans les plantations d’arbres on cultive une seule espèce ou, dans le meilleur des cas, quelques espèces seulement ; tous les spécimens ont le même âge et la plantation n’atteint jamais le degré de diversité biologique ni la complexité des interrelations d’une forêt ». De son côté, Edwin Alpizar remarquait que « par rapport aux forêts, les plantations apportent très peu de chose à l’environnement », et il mentionnait la diminution de la diversité biologique et l’altération du régime hydrique qu’elles entraînaient.

Malgré cela et en dépit du fait que les plantations d’arbres n’ont jamais atteint l’autofinancement, l’État costaricien les a subventionnées et continue de le faire, directement ou indirectement, sous le camouflage du « paiement de services environnementaux ». Entre 2006 et 2007, le montant de ces subventions est passé de 500 \$ à 810 \$ par hectare.

À l’époque, cette augmentation a été justifiée en disant que les montants seraient distribués sur une période de dix ans (au lieu de cinq), afin de garantir la croissance à long terme des plantations.

Pourtant, en 2008 et sans explication aucune, la période de distribution de ces fonds est redevenue de cinq ans. Et cette année (2009), le secteur forestier, avec l’appui d’un de ses leaders historiques, l’actuel ministre de l’Environnement Jorge Rodríguez, s’est attribué une nouvelle augmentation substantielle. Selon le décret exécutif n° 35159-MINAET du mois d’avril, la subvention de la monoculture d’arbres est passée, sans explication aucune, de 810 \$ à 960 \$ par hectare, soit une augmentation de 20 %.

Cela représente aussi une subvention indirecte à l’une des grandes entreprises exportatrices de fruits (ananas et bananes), puisque plus de 80 % du bois des plantations d’arbres sont employés à l’heure actuelle à fabriquer des palettes pour le transport des fruits. Le gouvernement finance la production de bois pour que les entreprises qui tirent de gros profits de l’exportation de fruits disposent de bois bon marché pour leurs palettes.

Les plantations d’ananas et de bananiers ont eu de graves répercussions, comme le prouvent les nombreuses informations publiées ces dernières années : des centaines

de travailleurs stérilisés et empoisonnés, des aqueducs ruraux contaminés, l'érosion et le déboisement.

D'après un rapport fait en mars de cette année dans la communauté de Milano, province de Limón, plus de 26 entreprises de plantation d'ananas sont soumises à des enquêtes à propos des dégâts écologiques qu'elles auraient produits [1]. Le rapport dénonce aussi le déboisement causé par l'expansion de la plantation d'ananas, qui a provoqué la disparition d'espèces protégées (*cèdre*, *caobilla*, *gavilán*) et la coupe sélective d'autres essences, comme le laurier, pour éviter qu'elles « contaminent » les ananas d'exportation car, autrement, ils seraient refusés en Europe en raison des normes sanitaires ou phytosanitaires.

À propos de l'abattage des forêts, un villageois interviewé a donné le témoignage suivant : « J'ai travaillé à l'entreprise comme garde de sécurité et j'ai vu tout ce qu'elle faisait dans la forêt. Autrefois, tout était couvert d'une forêt épaisse. L'entreprise a commencé à couper les arbres pendant la nuit, des arbres au bois de très bonne qualité, et ensuite on les enterrait parce que le gouvernement avait interdit de les abattre ». Et il a ajouté : « L'entreprise nous a laissés sans rien. Même les oiseaux et d'autres animaux sont partis quand la forêt a disparu ».

D'autre part, il est lamentable que ce processus s'accompagne d'une campagne publicitaire qui encourage chacun à planter un arbre. Dans le cadre de cette campagne on comptabilise, entre autres, les arbres des grandes entreprises, dont beaucoup seront coupés au bout de 8 ans pour faire des palettes. L'année dernière, près de 80 % des arbres ainsi recensés étaient exotiques et appartenaient à de grandes plantations industrielles subventionnées par le gouvernement.

Il est vrai que le pays a besoin de bois, mais il a besoin de forêts aussi pour affronter le changement climatique. Il existe d'autres méthodes pour produire du bois de manière juste pour la société et respectueuse de l'environnement ; pour connaître quelques-unes de ces options, nous vous invitons à visiter le site www.coecoceiba.org.

Javier Baltodano, COECOCEIBA-Les Amis de la Terre, Costa Rica, adresse électronique : licania@racsa.co.cr

[1] "Informe de la misión de verificación sobre los impactos de los monocultivos de piña", Communauté de Milano, province de Limón, Costa Rica, 29 mars 2009. Version intégrale du rapport (en espagnol) : http://www.wrm.org.uy/paises/CostaRica/Informe_monocultivo_pina.pdf.

[index](#)

– Guatemala : l'impact écologique et social des plantations de palmier à huile

Comparé à d'autres pays, le Guatemala est relativement petit mais très riche en diversité biologique. Il est situé dans la région méso-américaine [*], centre d'origine de nombreuses espèces dont le maïs, le haricot commun et plusieurs variétés de courges.

Sa situation entre deux grands océans, les différences d'altitude qui vont du niveau de la mer à 4 220 mètres au sommet du volcan Tajumulco et le fait de faire partie d'un grand pont intercontinental ont contribué à engendrer une grande richesse biologique qui se manifeste dans la variété de ses écosystèmes et la diversité de ses espèces animales et végétales dont beaucoup sont utilisées par les populations du pays pour leur subsistance.

Une bonne partie de cette richesse naturelle a disparu rapidement à cause du changement d'affectation des sols et du mauvais aménagement du territoire, sous l'influence d'intérêts économiques et politiques. Le modèle agro-industriel, qui se manifeste dans les plantations et dans la monoculture de produits destinés non pas à l'alimentation de la population mais à l'exportation, a laissé son empreinte sur la nature et sur les communautés humaines, avec de graves conséquences écologiques et sociales.

Ce modèle de monoculture industrielle axé sur l'exportation se concentrait surtout sur la région littorale du Sud mais il s'est déplacé maintenant vers les départements du Nord où, en plus des plantations de canne à sucre, on trouve celles de palmier africain. L'expansion des entreprises qui cultivent le palmier s'est faite au moyen de l'expulsion et de l'achat forcé de terres, au détriment des populations appauvries qui doivent migrer vers d'autres régions.

Les zones les plus affectées par les plantations de palmier africain sont la région d'Izabal, en particulier près du Refuge de vie sauvage Bocas del Polochic qui, en plus, est un site Ramsar, et la région de la Bande transversale du Nord, dans l'Ixcán et dans le Sud de Petén.

D'après l'Institut national de statistiques, en 2003 il y avait 49 établissements de de palmier africain d'une superficie totale de 31 185 hectares, qui produisaient plus de sept millions de quintaux destinés surtout à l'élaboration d'huiles essentielles et de graisses pour l'industrie alimentaire et pour celle des savons.

Le recensement agricole de 2007 a permis de savoir que le nombre des établissements producteurs de palmiers africains était passé de 49 à 1049 et que la superficie plantée était devenue de 65 340 hectares, c'est-à-dire qu'elle avait doublé en quatre ans. Selon les calculs qui figurent dans le rapport d'Action Aid de juin 2008, il y aurait un total de 83 385 hectares plantés ou en cours de plantation de palmiers africains destinés à la production de biodiesel.

Malgré les violations des droits de l'homme et les dégâts écologiques provoqués par les plantations de palmiers, la question ne figure pas encore au programme national ni dans le débat public. Ces plantations ont eu pour conséquences la diminution des terres affectées à l'agriculture, les ventes forcées de terres et le déplacement de populations vers les zones protégées. Les communautés déplacées sont accusées d'envahir et de détruire le patrimoine naturel, sans jamais mentionner les raisons de cette situation. À cela s'ajoute la consommation excessive des réserves d'eau et la concurrence pour l'eau entre les communautés rurales et les grandes étendues de palmier africain et de canne à sucre.

Pour produire de l'huile et du sucre, des forêts et des écosystèmes ont été détruits à beaucoup d'endroits ; ils ont été remplacés par des plantations en régime de monoculture qui portent atteinte à la nature, à la connectivité des écosystèmes et à la population.

À cause des activités agro-industrielles et des plantations, notre pays perd bien plus que sa diversité biologique : il perd la possibilité d'offrir aux générations actuelles et futures des conditions de vie plus justes et plus dignes.

*Carlos Salvatierra, SAVIA / Guatemala, adresse électronique : salvatierraleal@gmail.com.
Article rédigé à partir des informations contenues dans le document d'Action Aid, "Las Plantaciones para Agrocombustibles y la pérdida de tierras para la producción de alimentos en Guatemala".*

[*] La région méso-américaine comprend le Belize, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua et le Panama.

[index](#)

– Nouvelle vidéo en ligne sur les plantations d'arbres en Afrique australe

L'organisation d'Afrique australe GeaSphere a produit une vidéo en ligne, « Earth Matters », qui peut être visionnée (en deux parties) sur http://www.wrm.org.uy/Videos/Earth_Matters.html.

Philip Owen, de GeaSphere, y décrit les conséquences sociales et environnementales de la monoculture d'arbres à cycle court dans le Sud de l'Afrique. Les explications que donne Philip, jointes à d'autres témoignages et à des images impressionnantes de ces plantations d'arbres exotiques, des prairies naturelles et des écosystèmes forestiers, brossent un tableau saisissant de la catastrophe que ces plantations ont représentée pour les habitants de la région et pour l'environnement naturel. La vidéo montre l'épuisement de l'eau, la diminution de la diversité biologique et l'érosion du sol que les plantations ont causés, ainsi que l'incapacité de ces dernières à créer des emplois pour la population locale. Philip souligne que, malgré tous ces effets négatifs, 80 % de ces plantations sont certifiés par le FSC en tant que « forêts gérées de façon responsable », de sorte que le label FSC ne veut plus rien dire.

La vidéo explique aussi que la plupart de ces plantations ont pour but la production de pâte à exporter pour alimenter la surconsommation de papier et de produits de papier des pays du Nord. Cela implique d'installer des usines pour transformer en pâte le bois des plantations. Or, la pollution provoquée par ces usines porte atteinte à l'environnement.

Nous vous invitons à regarder cette excellente vidéo et à la faire connaître à d'autres, surtout à ceux qui ne sont pas encore au courant des répercussions de la monoculture industrielle d'arbres.

[index](#)

Bulletin mensuel du Mouvement mondial pour les forêts
Ce bulletin est maintenant disponible également en espagnol, en
portugais et en anglais
Éditeur: Ricardo Carrère

Secrétariat International
Maldonado 1858, Montevideo, Uruguay
Mel: wrm@wrm.org.uy
Site internet: <http://www.wrm.org.uy>

